

Élections 2003

Haro sur la Caisse de dépôt >

L'Action démocratique du Québec s'en prend à son tour au gouvernement Page B3



La campagne pour les nuls

La chronique de Paul Roy
page B2

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | LUNDI 17 MARS 2003

Les vedettes, un mal nécessaire



DENIS LESSARD
ANALYSE

Il avait les yeux bleu ciel. Et ce jour là, ils étaient bleu ciel et écarquillés. John Turner avait l'air d'un original surpris en pleine nuit par les phares d'une automobile. À ses côtés, en ce début de campagne électorale de 1984, il y avait le candidat vedette idéal, un rêve pour n'importe quel chef de parti, un politicien expérimenté et populaire : Raymond Garneau. Soudain, l'ancien ministre québécois révéla ce qui motivait son retour en politique : retrouver le droit de veto constitutionnel du Québec, que René Lévesque venait de perdre après une épreuve de force avec... les libéraux fédéraux.

Visiblement, le patron Turner prenait connaissance de ce beau programme au même moment que la meute des journalistes affectés à sa campagne.

S'il y en a trop, ils se contredisent. S'ils sont trop rares, on dit que le parti bat de l'aile. Les candidats vedettes sont toujours un mal nécessaire pour les chefs de partis en campagne électorale.

La semaine dernière, Mario Dumont a fait l'économie d'une vedette en désignant Diane Bellemare, porte-parole en emploi, ministre des Finances d'un éventuel gouvernement adéquiste. Au congrès adéquiste, elle ne jurait que par le modèle suédois en matière d'emploi. Marcel Dutil, financier de l'ADQ, ne peut que battre sa coulpe : il n'est pas parvenu à convaincre son employé — Daniel Paillé, ex-ministre péquiste devenu vice-président de Canam-Manac — de donner un coup de pouce au chef du parti.

Mais il n'y a pas l'ombre d'un doute que Mario Dumont aurait préféré annoncer une vedette de plus. Fine mouche, il avait annoncé ses gros canons dès la rentrée de janvier. Avec les récents sondages, il est probable que des gens aussi réputés que Diane Bellemare, Joëlle Lescop et Pierre Bourque lui auraient fait faux bond.

...

Les premières déclarations des « vedettes » sont scrutées à la loupe. Prenez Bill Cosgrove, candidat prestigieux s'il en était.

En 1989, Robert Bourassa avait grand besoin de grosses pointures anglophones pour mater la colère du West-Island sur la question de l'affichage.

Mais, tout juste arrivé de Washington, M. Cosgrove ne savait pas qu'il y avait une loi 142, et encore moins ce qu'elle contenait — des dispositions sur les services en anglais dans le secteur de la santé. Cette lacune le propulsa en manchette. Quatre députés du parti Égalité furent élus.

En ce début de campagne électorale, certains candidats y sont allés de ces déclarations embarrassantes qui donnent à leurs auteurs une notoriété aussi instantanée qu'éphémère.

Marylise Thomas, première personne de couleur à se porter candidate pour le PLQ, a eu sa minute de gloire dans Rosemont. Elle s'est dite en faveur de la semaine de quatre jours, proposée par... le PQ. Jean Charest a rattrapé la balle au bond : « Tout le monde est pour la semaine de quatre jours, même de trois... »

Puis, un certain Daniel Lamothe, candidat de l'ADQ dans Frontenac, a promis que les bons d'éducation, une fois mis en place, pourraient ouvrir les portes des écoles anglaises aux enfants des parents francophones qui le désirent. Cette fois, Mario Dumont a lui-même fermé la porte, et à double tour.

Mais cette semaine, c'est le candidat vedette Yves Séguin qui remporte la palme des déclarations étonnantes. Dans ce domaine, il est un récidiviste. En 1985, la rumeur publique destinait au Revenu ce fiscaliste de Québec bien connu pour les entrevues sur l'impôt qu'il accordait à la radio locale. Or, en campagne, M. Séguin a expliqué qu'un seul gouvernement pourrait tout aussi bien encaisser les impôts pour les transférer à l'autre palier. Et ce pourrait tout aussi bien être le gouvernement fédéral, avait-il ajouté. Tous en ont fait des gorges chaudes : il venait de suggérer d'éliminer son futur ministre !

Qui a bu boira, dit-on. Tout juste nommé candidat, Yves Séguin réfléchit à haute voix sur l'avenir de la TVQ, qui pourrait tout aussi bien être abolie, donne-t-il à entendre. Cette taxe fait entrer plus d'un milliard chaque année dans les coffres de l'État !

Puis, en face du redoutable Jean Lapierre (lui même ex-politicien), M. Séguin, candide, s'est exprimé sur son avenir dans l'éventualité d'une défaite du PLQ le 14 avril et du départ, prévisible dans ces circonstances, de Jean Charest :

— La chefferie vous intéresserait-elle ?

— C'est sûr que cela fait partie des enjeux. On ne s'embarque pas là-dedans sans le savoir, a dit le déboucheur candidat d'Outremont, avant d'ajouter — trop tard : « Je sais que cela n'arrivera pas. »

Au PQ, on s'est plié en quatre toute la fin de semaine en faisant écouter cet enregistrement aux journalistes, tout en se demandant ce que Jean Lapierre aurait répondu à sa propre question...



Le chef libéral Jean Charest a profité du défilé de la Saint-Patrick, hier à Montréal, pour rappeler ses origines irlandaises.

Photo MARTIN TREMBLAY, La Presse

La défusion revient à l'ordre du jour

Jean Charest affirme qu'il respectera sa promesse

MARIE-CLAUDE GIRARD

Ils avaient promis de revenir à la charge. Ils sont de retour. Les opposants aux fusions municipales ramènent aujourd'hui le sujet sur le terrain politique en publiant un rapport sur la faisabilité et les coûts d'une défusion préparé par l'ancien juge en chef de la Cour supérieure, Lawrence Poitras.

Le document de 120 pages conclut que les défusions sont réalisables. Il a été commandé par une dizaine de groupes antifusion, notamment la Coalition panquébécoise des citoyens contre les fusions forcées. Pour les opposants aux nouvelles villes, c'est le temps ou jamais de ressortir les pancartes « Je me souviens des fusions forcées ».

Pour sa part, l'ancien maire de Westmount, Peter Trent, ne souhaite pas tant rappeler aux libéraux leurs promesses que réfléchir à la façon de défusionner. Car selon lui, il ne fait pas de doute que s'il est élu, le Parti libéral remplira son engagement d'enclencher un processus référendaire là où la population le demande. « Pour moi, la meilleure façon de faire avancer les défusions est de voir si elles sont faisables. » Il souligne toutefois que le PLQ n'a rien à voir avec la publication de ce rapport. « Ce n'est pas un document disant qu'on doit défusionner pour telle ou telle raison. Il dit plutôt comment on peut faire si on décide de défusionner. »

L'auteur du rapport, le juge à la retraite Lawrence Poitras, n'est pas engagé dans le mouvement antifusion, indique M. Trent. « Mais il était spécialisé dans le monde municipal avant de devenir juge. »

À l'été 2001, au moins une vingtaine de conseils municipaux avaient adopté une résolution demandant à Jean Charest de respecter sa promesse. Celui-ci a réitéré son engagement encore cette semaine : « Le Parti libéral ne fera pas la promotion des défusions mais va permettre aux citoyens de se prononcer, a-t-il affirmé. C'est une question de démocratie. Quand on laisse les gens s'exprimer, on ne peut pas se tromper. »

La promesse libérale prévoit que si 10 % des électeurs d'une ancienne municipalité signent un registre demandant la défusion, le gouvernement entreprendrait des études sur les conséquences et les coûts de cette démarche. Les citoyens des anciennes municipalités seraient ensuite invités à trancher par référendum. Le coût des études et de la défusion devrait être assuré par les citoyens des anciennes villes, avait précisé l'automne dernier le chef libéral. « Les citoyens seront responsables des coûts liés aux changements dans leur communauté. Ils auront cette information-là avant de faire leur choix, contrairement à ce qu'a fait le gouvernement du Parti québécois », précisait-il alors.

Cheval de bataille du Parti égalité

Le parti Égalité, qui lançait sa campagne vendredi dernier, va plus loin et fait de la défusion un enjeu de sa campagne. Contrairement au PLQ, il estime que le gouvernement devrait payer seul le coût des défusions. « Le PLQ découragerait les défusions par les coûts prohibitifs que les anciennes municipalités auraient à payer », indique-t-on dans les documents électoraux. Le parti présente des candidats dans des circonscriptions où les regroupements ont soulevé beaucoup d'opposition, notamment dans Mont-Royal, D'Arcy-McGee (Montréal-Ouest, Côte-Saint-Luc) et dans Marquette (Dorval, Lachine).

L'ADQ de Mario Dumont est favorable

aux fusions, comme en témoigne la candidature de Pierre Bourque. Du côté péquiste, Bernard Landry a commenté encore récemment les promesses libérales, y voyant un signe que le PLQ ne peut pas prendre le pouvoir.

Il y a un an, quelques mois après la création de la nouvelle ville, un sondage Léger Marketing indiquait que près de la moitié des Montréalais croyaient que Jean Charest devait entreprendre un processus de défusion s'il était élu. Quelques mois plus tard, l'appui à la défusion avait chuté à 28 % dans l'île de Montréal et à 33 % sur la Rive-Sud, selon un sondage CROP-La Presse. Mais en octobre dernier, un sondage SOM-La Presse a révélé que 46 % des Montréalais souhaitaient défusionner la nouvelle ville. La tendance était plus forte dans les arrondissements de banlieue, où 58 % des citoyens se disaient en faveur du démantèlement. Et, plus délicat encore pour les libéraux, plus de 65 % de leurs supporters se disaient assez (31 %) ou très (34 %) favorables à la défusion.

AUJOURD'HUI

Sous la loupe : les garderies à 5\$

Que proposent les principaux partis dans ce domaine? Page B2

Omar Aktouf, candidat de l'UFP

L'économiste se lance dans la mêlée. Page B4

3123672

DUVAL **Matrix 2003** **209\$*/mois**

TOYOTA

1175, rue Ampère, Boucherville, autoroute 20, sortie 92 (450) 655-2350

Corolla 2003 **199\$*/mois**

* Location 48 mois, comptant ou échange. Corolla 1 678 \$, Matrix 2 341 \$, 24 000 km annuel, 0,07 c du km excédentaire, taxes en sus.

Venez vivre l'expérience ACCÈS TOYOTA c'est sympa!

Élections 2003

LA CAMPAGNE POUR LES NULS



PAUL ROY
proy@lapresse.ca

Militez!

VOUS ÊTES préposé aux bénéficiaires, dentiste, vous vendez des Toyota, des garanties prolongées... vous en avez jusque-là ! Vous rêvez de nouveaux défis ?

Député(e) : y avez-vous pensé ?

Comme boulot, il y a pire. Salaire : 77 339 \$; allocation de dépenses : 13 379 \$; des frais pour se déplacer et se loger à Québec ; un bureau de circonscription et jusqu'à 122 387 \$ pour y embaucher du personnel — votre belle-soeur est au chômage ?

Et ça, c'est juste le régime de base ! Adjoint parlementaire, vous voilà rendu à 92 807 \$ (plus toutes les autres allocations) ; leader parlementaire adjoint du gouvernement, 96 614 \$; whip en chef de l'opposition officielle, 100 541 \$; ministre, 135 343 \$... Limousine et chauffeur avec ça ? Justement !

Le travail ? Exigeant, mais faisable. Soupers de bines, épiluchettes de blé d'Inde (en saison), discours au Manoir des aînés...

En session, le travail consiste principalement à voter des lois ou des motions. On vote en se levant. Si vous n'êtes pas sûr(e), votre whip va vous dire quand vous lever. C'est pour ça qu'il gagne plus que vous.

Il y a bien sûr les commissions parlementaires, auxquelles vous serez appelé à participer. Étudiez vos dossiers et ayez toujours deux ou trois questions réfléchies à poser.

Mais le plus difficile, et de loin, c'est de se faire élire. Il faut d'abord obtenir l'investiture dans une circonscription — de préférence celle où vous vivez — d'un parti qui peut gagner. Et généralement, plus un parti a de chances de gagner, plus il y a de bousculade à l'investiture. Une circonscription sûre à 100 %, oubliez ça ! On va tout faire pour y parachuter une vedette. Si vous habitez Outremont ou Mont-Royal, démissionnez !

Vous comprendrez d'ailleurs que pour ces élections-ci, il est un peu tard. Mais pour les prochaines, vous avez du temps devant vous. N'attendez pas, militez !

Au fait, tandis qu'on y est, il y a aussi le fédéral. Pardon ? Oui, c'est à Ottawa. Vous prenez la Transcanadienne vers l'ouest, la 417...

Jeux de mains

Bernard Landry utilise le plus souvent sa main droite. Il l'agite, coude plié, comme un chef d'orchestre. Le mouvement est saccadé, mais jamais anarchique. À l'occasion, le premier ministre joint les mains devant. Puis il déplie les coudes et, les mains toujours jointes, il les retourne, paumes devant, et les avance. Comme s'il s'étirait. Parfois elles disparaissent derrière son dos. Pour mieux revenir appuyer une phrase, un mot. Il joint alors le pouce et l'index de la main droite, formant un genre de cercle. À l'occasion, le premier ministre esquive, des deux mains, un mouvement d'essai-glaces, suivi d'un balayage vers la droite. Le corps bouge aussi, les épaules surtout. Parfois, on a l'impression que le mouvement des mains part justement des épaules.

Jean Charest a comme un carré imaginaire devant lui. Un rectangle plutôt, dont ses mains ne sortent que rarement. Et très brièvement. À l'intérieur de ce rectangle, qu'il redessine constamment avec ses mains, le chef libéral agite un doigt, ferme les poings, les rouvre, plie les doigts des deux mains qu'il place face à face, à quelques centimètres l'une de l'autre, les pouces vers le haut.

Mario Dumont utilise le pouce d'une main et l'index de l'autre pour énumérer : « Premièrement... deuxièmement... » Il agite ses poings fermés devant lui. En cadence d'abord, puis en leur imprimant un genre de mouvement rotatif, comme un moteur qui se mettrait à tourner. Et contrairement à Jean Charest, qui ne s'aventure pas hors de son rectangle, le chef adéquate n'hésite pas à donner de l'amplitude à ses mouvements. La main gauche part dans une direction, sans prévenir, suivie de la droite dans l'autre direction. Pendant un millionième de seconde, on se demande où elles vont atterrir. Souvent, c'est à plus d'un mètre de sa tête ! On pense alors à Patrick Roy s'aventurant loin de son filet. Jean Charest en ferait de l'urticaire.

Et qu'ont dit les mains de nos chefs, hier ? Sensiblement la même chose que leurs bouches : « Restons forts, nous sommes prêts, voyons l'avenir autrement, vivement le 14 avril... »

Ce genre de choses.

Les garderies à 5 \$, une formule perfectible ?



Les garderies à 5 \$ constituent une des mesures les plus populaires de tout le règne péquiste. Si populaire, en fait, qu'aucun parti n'oserait la remettre totalement en question, malgré une facture qui dépasse maintenant les 4 milliards. Des améliorations cosmétiques sont-elles envisageables ?

LOUISE LEDUC

D'ICI 2005-2006, le gouvernement péquiste promet que 200 000 places à 5 \$ seront disponibles dans les garderies. Ce qu'il reste à faire ? Essentiellement, créer plus de places en milieu familial, assure la ministre de la Famille et de l'Enfance, Linda Goupil.

« Pas sûr que c'est là une bonne nouvelle », répond Nathalie, mère échaudée d'un enfant de 4 ans.

En moins de 10 mois, l'an dernier, Bébé a changé cinq fois de garderie. Rien de moins. La première fois, c'était pour faire affaire avec une éducatrice qui ne travaille pas au noir. Une autre fois, la garderie a fermé. Une autre, on l'a renvoyé parce qu'il faisait trop de bruit.

Bébé est passé par des garderies situées au deuxième étage où, le matin, en montant, il ne fallait pas faire de bruit pour ne pas déranger le propriétaire de la maison. Il a vécu dans des garderies sans cour,



Photothèque, La Presse ©

« On se préoccupe beaucoup de l'accessibilité des garderies, mais pas assez de leur qualité », se plaint une mère échaudée d'un enfant de 4 ans.

a vu des éducatrices sortir sur le balcon pour fumer...

« On se préoccupe beaucoup de l'accessibilité des garderies, mais pas assez de leur qualité, se plaint sa mère. Il y a un tel besoin de places que quantité de femmes lancent une garderie en milieu familial sans même avoir commencé ou terminé leur formation obligatoire. Ma soeur, qui a un petit garçon, s'est aussi fait refuser une place par une dame qui n'acceptait que les petites filles, jugées plus tranquilles. »

À bout de nerfs, Nathalie, mère seule, a même téléphoné à son député pour se faire dire par l'assistante de ce dernier que, franchement, elle devrait peut-être songer à rester à la maison avec son petit... Mine de rien, les parents qui sont plus nombreux à rester à la maison sont peut-être le salut du système.

En tout cas, au ministère de la Famille et de l'Enfance, Jacques Nadeau, attaché de presse de la ministre Linda Goupil, soutient que les 200 000 places prévues seront absolument suffisantes, « particulièrement si Ottawa consent à notre congé parental. Avec 80 % de leurs revenus, les parents seraient plus nombreux à rester à la maison pendant la première année de vie de leur enfant, ce qui réduirait d'autant les listes d'attente ».

Mais, le gouvernement ayant aménagé cette année 5750 places de moins que les 17 062 prévues, l'objectif de 2005-2006 n'est-il qu'un voeu pieux ? Le gouvernement péquiste jure que non.

Chose certaine, le gouvernement Landry promet que, d'ici 2005-2006, les garderies continueront de coûter 5 \$ aux parents — à tous les parents —, et pas un sou de plus.

Consentir un plus gros effort ?

Les libéraux, eux, croient qu'il est temps que les familles fortunées fassent un plus gros effort. « Les familles qui ont les plus hauts revenus peuvent contribuer davantage », note Russell Copeman, député de Notre-Dame-de-Grâce et

porte-parole de l'opposition officielle pour la famille et l'enfance. L'intention du Parti libéral du Québec, c'est de considérer dorénavant la garderie à 5 \$ comme un avantage impossible. « Dans le contexte où les ressources de l'État sont limitées, est-il normal que les familles à haut revenu soient aussi avantagées par le système actuel de garderie ? » demande M. Copeman.

C'est aussi ce que déplore Claude Laferrière, professeur de fiscalité à l'Université du Québec à Montréal. « Pour les familles gagnant plus de 45 000 \$ par année, le système de garderie à 5 \$ est ultra intéressant. C'est tout le contraire pour celles dont les revenus ne dépassent pas 25 000 \$. » En optant pour les garderies à 5 \$, M. Laferrière rappelle que les parents renoncent à leur crédit remboursable au Québec, en plus de payer plus d'impôt au fédéral et de voir leur crédit de TPS diminuer. Les foyers dont les revenus annuels varient entre 26 000 \$ et 32 000 \$ paient donc, selon M. Laferrière, 1600 \$ de plus par année que sous l'ancien système. « Vraiment, le grand gagnant des garderies à 5 \$, c'est Ottawa ! dit M. Laferrière. Ottawa, et les syndicats, qui ont vu pousser un peu partout de grandes garderies offrant de bien meilleures conditions aux travailleuses. » L'idée de faire payer les riches un peu plus pour leur système de garderie présente cependant un danger, selon Mario Régis, directeur général du Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal. « On risque d'inciter les gens à encourager de nouveau le travail au noir, craint-il. Si faire garder leur enfant leur revient à 22 \$ par jour, il y a fort à parier qu'ils se tourneront plutôt vers la gardienne qui ne leur demande que 15 \$. »

La proposition Dumont

Mais la proposition qui fait le plus peur aux réseaux de garderies, c'est la proposition Mario Dumont, celle du bon que les parents pourraient utiliser pour une garderie à 5 \$ ou pour rester à la maison avec leur enfant. « Si le gouvernement du

Québec mettait réellement en place un système de bons de garde, c'est tout le réseau de garderies à 5 \$ qui serait mis en péril », croit Sylvain Lévesque, président de l'Association des garderies privées du Québec.

Selon M. Lévesque, des ressources importantes ont été mises en place et il faut maintenant les utiliser. « Pas moins de 200 000 places sont autorisées, on a financé la construction de gros centres de la petite enfance, et on abandonnerait tout cela ? » Mais n'est-ce pas dramatiser ? Combien de personnes — des femmes, essentiellement — abandonneraient vraiment leur emploi si on leur donnait un bon ? « Plus qu'on pourrait le penser. Pour une famille aux revenus limités, un bon de 7000 \$ par enfant, par exemple, ce ne serait pas rien, fait observer M. Lévesque. Deux enfants, 14 000 \$. Pas mal, non ? Le gros danger, c'est que des gens encaissent le bon, aillent travailler au noir et fassent garder leurs enfants au noir. Or, les garderies à 5 \$ ont justement été implantées pour lutter contre le travail au noir. »

En plus de nuire au réseau en place, le bon imaginé par Mario Dumont ferait du tort aux enfants, qui profitent à plein du programme éducatif en garderie, selon Sylvain Lévesque. Ne pêche-t-il pas un peu fort pour sa paroisse ? Peut-on vraiment avancer sans se tromper qu'un enfant est toujours mieux en garderie, à partager son éducatrice avec un groupe d'enfants, qu'à la maison, avec un parent à lui seul ?

« Quand les enfants ont moins de deux ans, les garderies, ce n'est pas idéal. Mais au-delà de cet âge, ils profitent grandement du programme éducatif et de la socialisation avec d'autres enfants. » C'est particulièrement le cas pour les enfants défavorisés, dit aussi Mario Régis, directeur général du Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal. « Les bons de garderie risqueraient d'être particulièrement populaires dans les milieux défavorisés, là où les enfants profitent particulièrement de la présence de bons éducateurs. »

Le PQ : pas « fort » selon Dumont

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Mario Dumont se porte à la défense de la classe moyenne. Devant la première foule d'importance de sa campagne — 400 bruyants partisans de la région de la capitale nationale et une quinzaine de candidats — le chef de l'ADQ a attaqué de front le gouvernement Landry et le Parti québécois en tournant en dérision leur slogan « Restons forts ».

« C'est pas la force du monde, mais la force de son monde qui l'intéresse vraiment », a-t-il dit à propos de Bernard Landry avant d'ajouter que, pour la classe moyenne, le message signifie : « T'as pas un mot à dire et tu paies. »

« Slogan bizarre »

Le chef adéquate s'en est donné à coeur joie en se demandant à voix haute ce que voulait dire « un slogan si bizarre » comme « rester forts » pour le Parti québécois, surtout avec un endettement national de 108 milliards de dollars.

« La dette du Québec, c'est pas comme les quilles. Il ne faut pas réussir le plus haut chiffre possible », a-t-il dit au grand plaisir de ses partisans.

Le gouvernement « plus fort » du PQ s'est surtout traduit par plus de taxes et d'impôts, a-t-il affirmé. Le gouvernement Landry, ajoute-il, est « fort » pour créer des organismes, une soixantaine de plus en neuf ans, et faire grimper les coûts de programmes tels que l'assurance-médicaments.

C'est le gouvernement Landry, ses amis, les lobbyistes et les agences de publicité qui resteront forts avec un nouveau gouvernement du Parti québécois, dit-il. Il s'agit d'une « clique », composée de gens

nommés par le gouvernement péquiste ou de groupes qui ont profité de contrats avec lui, voire de groupes de pression incluant les syndicats.

En conférence de presse, il s'est toutefois bien gardé de donner des noms d'individus ou de groupes qui forment ce clan restreint, influent et proche du pouvoir péquiste.

Reculs du PQ

Le chef de l'ADQ, qui a récemment été l'objet de nombreuses remarques au sujet des « reculs » de son parti, notamment sur le taux d'imposition unique et les bons d'étude, a relevé quatre domaines où le premier ministre Landry semble faire de même : la semaine de quatre jours, les régions, la réorganisation de l'État et la souveraineté.

Le programme que s'est donné le Parti québécois en fin de semaine à Saint-Hyacinthe constitue un édifice en tout point exact à l'hôtel de glace, selon M. Dumont : « Dès que le soleil se montre, ça commence à fondre. »

En échange, il promet qu'un gouvernement adéquate aurait 18 ministres, soit deux fois moins que le cabinet Landry actuel. En offrant une « honnêteté de base », il répète que l'ADQ s'attaquera au décrochage scolaire et aux listes d'attente dans les hôpitaux.

Le chef de l'ADQ était accompagné à Québec de sa candidate dans Blainville et porte-parole en Finances et Emploi, Diane Bellemare. L'économiste, qui a clairement influencé la politique en emploi du parti, mais aussi ses positions sur la conciliation travail-famille et même sur la Caisse de dépôt, risque de prendre de plus en plus d'importance à l'ADQ.

LA TOURNÉE DES CHEFS

PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)

Bernard Landry démarre la journée à Laval avec quatre candidats de l'île Jésus. Il fait un point de presse à 9 h 30 à l'emplacement de la future station de métro de la Concorde, visite le chantier puis prend la parole devant la Chambre de commerce d'industrie de Laval. Il est à Montréal en soirée pour le « cocktail annuel du premier ministre ».

PARTI LIBÉRAL (PLQ)

Jean Charest est à Québec aujourd'hui. À 6 h 45 il visite la Tribune de la presse avant de donner une entrevue à la radio FM-93 et de lancer un document sur les tribunaux administratifs. En soirée, il lance les campagnes dans Louis-Hébert et Charlesbourg.

ACTION DÉMOCRATIQUE (ADQ)

Mario Dumont accorde une entrevue à l'émission du matin de la radio CHOI 98,1 FM, à Québec. Il visite ensuite la Garderie Perlin Pin Pin, à Stoneham, dîne au café Bistro l'Express du Sud à Charny. En soirée, il rencontre des partisans à l'Hôtel des Seigneurs de Saint-Hyacinthe.

Élections 2003

«Les gens sont choqués et tristes de voir leur argent dilapidé par des irresponsables.»

— Mario Dumont, ADQ

«Quand le chef de l'opposition officielle me tient personnellement responsable de ce qui est arrivé à la Caisse (de dépôt), il fait une erreur technique, une erreur juridique et une erreur de faits.»

— Bernard Landry, PQ

«Le 15 avril, nous allons nous asseoir et notre priorité numéro un, mais non la seule, sera de remettre sur pied le système de santé.»

— Jean Charest, PLQ

Dumont s'en prend à la « folie des grandeurs » de la Caisse

MARIO CLOUTIER

MARIO DUMONT a dénoncé hier la « folie des grandeurs » des anciens responsables de la Caisse de dépôt et de placement et la « dérive vers le dirigisme » du gouvernement Landry dans l'affaire des dépassements de coûts du siège social et des mauvais rendements du « bas de laine » des Québécois. Il en a rajouté en mettant en question la décision des syndicats de réitérer leur confiance en la direction actuelle de la Caisse plutôt que de dénoncer les « sommes envolées en fumée ».

« Est-ce que l'establishment syndical au Québec défend les travailleurs ou défend-il le PQ ? » a-t-il lancé d'un ton accusateur à Québec en présence de plus de 400 partisans.

Devant les nouveaux bureaux montréalais de la CDP, le chef de l'ADQ a exigé en matinée la publication rapide du rapport de la vérificatrice générale, Doris Paradis, pour que les électeurs « sachent l'ampleur du désastre ». Ce document devait être soumis cette semaine à une commission parlementaire dont les travaux ont été reportés en raison de la campagne électorale.

M. Dumont met en cause le premier ministre Landry dans le dérapage à la Caisse, dérive occasionnée notamment par la « concentration du pouvoir dans les mains d'un seul homme, un ami du régime ». Jean-Claude Scraire, a-t-il dit sans le nommer, avait la « folie des grandeurs » en faisant « croire qu'on est riche » au conseil d'administration de la CDP.

« Les gens sont choqués et tristes de voir leur argent dilapidé par des irresponsables », a déclaré le chef du camp du « vrai monde ».

En outre, il serait faux de prétendre, comme M. Dumont accuse Bernard Landry de le faire, que les résultats de la Caisse ont suivi les aléas du marché l'an dernier. Il rappelle qu'un fonds comme la caisse de retraite des enseignants ontariens n'a connu qu'une baisse de rendement de 2 % en 2002, alors que celui de la CDP est tombé de 9 %.

Le chef de l'ADQ en a profité pour présenter une politique en 13 points sur la gestion de la Caisse et d'autres sociétés d'État. L'ADQ estime que le conseil de la CDP devrait avoir le pouvoir de destituer lui-même le chef de la direction, si nécessaire, et de recommander au gouvernement le congédiement du président du conseil d'administration.

Mario Dumont ajoute que le C.A. devrait pouvoir commander, à sa discrétion, une vérification externe devant le moindre doute sur certains secteurs de la CDP ou sur



Devant les nouveaux bureaux montréalais de la Caisse de dépôt et de placement, le chef de l'ADQ a exigé hier la publication rapide du rapport de la vérificatrice générale.

sa gestion. Avec un gouvernement adéquate, « un seul homme » ne pourrait pas tout décider, puisque le poste de président du C.A. serait séparé de celui de chef de la direction. La formule de primes au rendement serait aussi revue et corrigée.

« Honnis soient les bonis à ceux

qui ne livrent pas la marchandise », a souligné M. Dumont, même si, ajoute-t-il, le gouvernement ne pourra sans doute pas récupérer les « 75 000 \$ » versés à M. Scraire en vertu d'un contrat qui ne peut toutefois être rouvert.

L'ADQ croit cependant aux primes de rendement pour accroître la

performance des dirigeants des sociétés d'État, mais seulement à la suite de bons rendements et non de façon automatique. En outre, si les Québécois lui font confiance, l'Action démocratique compte mettre fin aux « mandats en catimini » confiés parfois par Québec à certaines sociétés d'État.

Le PLQ gagne la course... aux candidatures

KARIM BENESSAIEH

DEPUIS HIER, les libéraux de Jean Charest peuvent réellement clamer « Nous sommes prêts ». En annonçant qu'il y a un candidat libéral dans chacune des 125 circonscriptions du Québec, le PLQ a officiellement remporté la course aux candidatures.

Entouré d'un impressionnant groupe de 52 candidats, M. Charest était visiblement de bonne humeur. « C'est avec plaisir qu'on vous présente nos 140 candidats, a-t-il lancé à la blague, déclenchant des fous rires autour de lui. Il y a tellement d'enthousiasme qu'on va gagner des circonscriptions au Nouveau-Brunswick ! »

Le dernier candidat libéral a été nommé hier soir, à l'issue d'une assemblée d'investiture dans la circonscription de Champlain. Du côté du Parti québécois, 120 candidats ont été confirmés et on s'apprête à choisir les cinq autres lors d'assemblées d'investiture prévues dans les prochains jours. Quant à l'ADQ, on affirme n'avoir que « deux ou trois » candidats à trouver, ce qu'on s'apprête à faire d'ici 24 heures.

Le chef libéral s'est dit extrêmement fier de son équipe, qu'il estime être « une coche au-dessus » des autres partis. « On retrouve des gens des milieux de la santé, de l'éducation, des affaires, même des avocats. Et des notaires, des dentistes, des gens du milieu de la culture. » Tous ces gens ont en commun leur attachement aux valeurs libérales, a-t-il déclaré, « des valeurs de liberté individuelle, de compassion, de prospérité économique, d'identité québécoise, d'appartenance à la fédération canadienne ».

Quelques flèches vers l'ADQ

M. Charest a profité de l'occasion pour lancer quelques flèches vers l'ADQ, se moquant notamment du manque de préparation du jeune parti. La formation de Mario Dumont n'a pas « encore une certaine de candidats », soutiennent les libéraux — ce que démentent les adéquistes. Quoi qu'il en soit, M. Charest avait un conseil à donner à M. Dumont. « Si vous voulez devenir premier ministre du Québec, c'est une bonne idée d'avoir des candidats dans chaque circonscription. C'est un vieux truc que j'ai appris il y a longtemps. »

Il s'agissait en fait d'une des rares allusions du chef libéral à l'ADQ depuis le début de la campagne, qui a essentiellement été concentrée sur le bilan du Parti québécois. Interrogé sur cette stratégie, M. Charest s'est bien défendu de négliger l'ADQ et Mario Dumont. « Je prends sa campagne au sérieux, je ne sous-estime pas l'ADQ et M. Dumont. J'ai beaucoup de respect pour eux. Mais le PQ est actuellement au gouvernement et nous sommes en début de campagne. De façon typique, en début de campagne, l'accent est mis sur le bilan du gouvernement sortant. Mais il reste 29 jours. »

Après la présentation des candidatures libérales, M. Charest a participé au défilé de la Saint-Patrick. Il a pour l'occasion rappelé ses origines irlandaises, qu'il tient de sa mère, Rita Leonard, aujourd'hui décédée. « Elle me disait toujours quand j'étais enfant qu'il y a deux sortes de gens dans le monde : ceux qui sont Irlandais, et ceux qui veulent l'être. Alors, d'ici le 14 avril prochain, il y a ceux qui sont des libéraux et il y a ceux qui voudront l'être. »

Interrogé sur son absence, samedi, à la marche pour la paix à Montréal, M. Charest a expliqué que « certains événements » avaient déjà été organisés avant qu'on n'apprenne la tenue de cette manifestation. Aucun des trois chefs des principaux partis politiques n'a d'ailleurs participé à la marche. « Mais il y a une équipe libérale qui était présente hier, incluant mon épouse, Michèle, a ajouté le chef libéral. La paix, vous savez, ce n'est pas seulement l'affaire d'un défilé. C'est l'affaire du travail qu'on est appelé à faire tous les jours. »

Les libéraux poursuivent aujourd'hui et demain leur campagne dans la région de Québec. Ils se dirigeront ensuite vers l'Estrie, avec des escales prévues à Granby et Sherbrooke.

Landry clame son innocence

TRISTAN PÉLOQUIN

SAINTE-THÉRÈSE — Piqué au vif par ses adversaires, qui l'accusent d'être le grand responsable des déboires de la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ), Bernard Landry s'est farouchement défendu, hier, d'avoir quelque influence que ce soit sur les décisions des administrateurs du « bas de laine des Québécois ».

« Quand le chef de l'opposition officielle me tient personnellement responsable de ce qui est arrivé à la Caisse, il fait une erreur technique, une erreur juridique et une erreur de faits », a lancé le premier ministre devant quelque 400 militants péquistes réunis au cégep Lionel-Groulx, dans les Laurentides.

Selon le leader du Parti québécois, le rachat de Proviso par Loblaw's, il y a maintenant cinq ans, est la preuve « quasi absolue » que le gouvernement n'intervient jamais dans les affaires de l'organisme. « À l'époque, Lucien Bouchard et moi étions viscéralement opposés à cette transaction. Franchement, on ne voulait rien savoir de cela. Mais on a tout de même respecté la loi et on ne s'en est pas mêlés. »



Bernard Landry a tenu hier un point de presse devant le musée de Pointe-à-Callière.

Depuis deux jours, l'Action démocratique de Mario Dumont et le Parti libéral de Jean Charest font leurs choux gras avec les tristes états financiers de la Caisse, confirmés plus tôt cette semaine par son président, Henri-Paul Rousseau. En 2002, la Caisse a essuyé des pertes globales de 8,55 milliards,

soit une perte de 9,57 % de son actif. L'année précédente, son rendement a fondu de 5 %, ce qui porte à 11,5 milliards ses pertes nettes totales en deux ans.

À la défense de la Caisse

Prenant vigoureusement la défense de l'organisme et de ses gestionnaires, Bernard Landry a tenu à souligner qu'« au lendemain même où la Caisse publiait son rapport, Standard & Poor's, une des plus grosses agences au monde, confirmait sa cote AAA, la plus élevée qui soit. » Selon lui, les pertes subies sont presque uniquement attribuables à la mauvaise performance des titres de haute technologie. « Les administrateurs ont fait de leur mieux dans des circonstances absolument adverses. AOL Time-Warner, Vivendi, Intel et bien d'autres ont pris une dégelée épouvantable à cause de l'éclatement de la bulle technologique. Le Québec est une terre de haute technologie. C'est sûr que quand les hautes technologies ont tendance à se tasser, la Caisse en souffre beaucoup. »

La gestion de l'organisme fait actuellement l'objet d'une enquête de la vérificatrice générale du Québec

Élections 2003



Photo MARTIN TRAMBLAY, La Presse

Piétons, gare à vos têtes!

À l'angle des rues Papineau et Mont-Royal, les grosses affiches carrées de l'Action démocratique du Québec obligent les piétons, comme Namai Khampo, à faire un petit détour pour ne pas prendre la publicité électorale en plein front. La loi électorale prévoit pourtant que les affiches doivent être placées de façon à ne pas entraver la circulation automobile ou piétonnière.

UNION DES FORCES PROGRESSISTES

Omar Aktouf veut contrer l'ADQ

MARIE-CLAUDE GIRARD

Sans la montée de l'Action démocratique, Omar Aktouf ne se serait pas lancé en politique comme candidat de l'Union des forces progressistes.

Le professeur des HEC n'aurait pas fait le saut s'il ne sentait pas l'urgence de faire entendre les idées de la gauche alors que « le néolibéralisme devenu fou et sauvage est en train de faire beaucoup de mal à l'échelle de la planète et du Québec en particulier ».

« La guerre et puis Bush, cela a été la goutte qui a fait déborder le vase », explique l'universitaire, qui lançait hier sa campagne dans Rosemont, où il affronte la péquiste Rita Dionne-Marsolais, la libérale Marilyn Thomas et l'adéquiste Denise Larouche.

M. Aktouf espère que la campagne en cours permettra de montrer « qu'il y a une autre façon de faire de la politique que d'être les serviteurs des milieux d'argent et de s'acharner à multiplier l'argent en taxant toujours les plus faibles ». Diplômé en psychologie, en psychanalyse et en administration, le professeur d'économie et de management d'origine algérienne vit depuis 20 ans au Québec.

À ses yeux, l'ADQ est une menace sérieuse parce que nombre de ses partisans ne savent pas pourquoi ils y adhèrent. « Beaucoup de gens veulent le changement pour le changement. Ils voient un sourire qui a l'air sympathique et une tête qui a l'air plus jeune, et ils foncent. L'ADQ est dangereuse. Elle tient un discours d'un autre âge. C'est le néolibéralisme à la Thatcher. »

Forcer le PQ à soigner sa gauche

La formation de Mario Dumont fait peur aussi parce qu'elle pousse libéraux et péquistes vers la droite, avance M. Aktouf.

« Au moins, on contribue, j'espère, à empêcher que le Parti libéral et le PQ ne rivalisent en politiques de droite pour essayer d'aller chercher les votes de l'ADQ. » Le candidat considère que les effets des forces progressistes sont déjà visibles dans le dernier budget Marois. « Je pense qu'il n'y aurait peut-être pas eu autant de gestes pour la famille, l'adéquation travail-famille et le logement sans la présence de l'UFP. Et j'espère qu'à l'avenir, on forcera le PQ à aller encore plus à gauche. »

Dans ses ouvrages et sur les nombreuses tribunes où il est invité comme conférencier, M. Aktouf répète que le capitalisme lui-même a intérêt à se comporter de manière moins sauvage. « Parce qu'à force de vouloir enrichir les plus riches de façon infinie, il appauvrit les plus pauvres et les classes moyennes. Il est en train d'assécher la demande de la planète. Et s'il assèche la demande par le chômage, la pollution, ce capital est en train de se suicider. »

Il y a au Québec un bon terreau pour les idées de sa formation, estime-t-il. « C'est quand même un signe qu'un parti comme l'UFP, à l'échelle de toute l'Amérique du Nord, apparaisse au Québec. Je ne connais pas d'exemple similaire qui est fait d'union des écologistes, des marxistes, des néomarxistes, des sociodémocrates, des syndicalistes. »

Ce même climat aurait favorisé l'éclosion du mouvement Desjardins, des compagnies Cascade, Tembec, Laperrrière et Verreault, dit-il. « C'est beaucoup plus du capitalisme social que du capitalisme sauvage à l'américaine tel que celui que veut l'ADQ et le PLQ. Il n'y aurait pas de compagnie comme Cascade si Bernard Lemaire et ses frères étaient partis en affaires en se demandant comment ils pouvaient devenir millionnaires, faire toujours plus d'argent que la veille, et licencier quand on ne fait plus de profits. »

Le PQ est d'abord « séparatiste », selon Charest

KARIM BENEISSAIEH et MARIO CLOUTIER

LA DÉCLARATION du premier ministre Bernard Landry voulant qu'il ne tiendrait pas nécessairement un référendum lors d'un troisième mandat n'émeut guère le chef libéral Jean Charest, qui y voit un exercice de démagogie. Quant à Mario Dumont, il s'est demandé hier avec ironie où était passée la promesse de tenir une consultation dans les 1000 jours.

« M. Landry est le chef d'un parti politique dont la mission première et la raison d'être est de faire la souveraineté, de séparer le Québec du Canada, affirme Jean Charest. Et ce n'est pas trivial. C'est l'article numéro un du parti. » Le PQ, soutient-il, tente de rendre plus discrète son option politique.

M. Landry a évoqué les deux possibilités concernant la tenue d'un référendum sur la souveraineté durant un prochain mandat. « C'est possible un troisième mandat sans référendum et c'est possible un troisième mandat avec référendum, a-t-il déclaré lors du conseil extraordinaire de son parti, à Saint-Hyacinthe. Pression ou pas pression, il n'y aura plus de référendum perdant pour la société québécoise. »

Priorité numéro un : la santé

« M. Landry aime présenter ça dans des emballages de couleurs différentes selon ce que le public ressent, analyse Jean Charest. Mais ce qui compte vraiment, c'est ce qu'il y

a derrière ça. Pourquoi est-il en politique ? » Les libéraux, eux, ont une réponse claire à cette question : ils sont là pour « remettre sur pied le système de santé », déclare M. Charest. « Moi, je peux vous le confirmer aujourd'hui. Vous savez quelle est ma position, vous savez quelle est la position de tous ces hommes et femmes (candidats du PLQ). S'il y a un gouvernement libéral, et je pense qu'il va y en avoir un le 15 avril, nous allons nous asseoir et notre priorité numéro un, mais non la seule, est de remettre sur pied le système de santé. M. Landry peut-il vous dire ça ? La réponse est non. »

Le but des péquistes, quoi qu'il en soit, est de « créer les conditions nécessaires » à la tenue d'un référendum, croit M. Charest.

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, s'est aussi moqué de la nouvelle position péquiste à Québec devant 400 partisans. Lui qu'on a souvent accusé de reculer au cours des derniers mois n'allait pas manquer si belle occasion de souligner le « recul » du premier ministre Landry en demandant « où étaient passés les 1000 jours ? »

Le chef adéquiste pense que le PQ vient « d'abandonner » son discours souverainiste. « M. Landry confond les gens. Ce que j'ai compris, c'est que peut-être ce sera un mandat avec un référendum, peut-être pas », a-t-il dit en haussant les épaules.

Avec l'ADQ, réitère-t-il, il n'y aura pas de référendum. La question nationale, pour lui, se résume à s'attaquer à restaurer la « fierté et la force nationale » des Québécois.

Yves Séguin prêt à un débat sur les finances publiques

KARIM BENEISSAIEH

YVES SÉGUIN est tout à fait prêt à participer à un débat sur les finances publiques, comme l'a demandé samedi son adversaire adéquiste Diane Bellemare. Le seul hic, estime-t-il, c'est que son parti est le seul à proposer des réductions d'impôts substantielles.

« On annonce du côté du PQ qu'on ne pense pas vouloir réduire les taxes avant 2010, note le fiscaliste et candidat libéral dans Outremont. Alors, je pense que le débat ne se fera pas avec beaucoup d'intervenants du côté du PQ. » En fait, le premier ministre Bernard Landry a confirmé qu'aucune baisse d'impôts n'était envisagée dans les deux prochaines années et n'a donné aucune assurance pour les années subséquentes.

M. Séguin, que ce soit à titre de ministre dans le gouvernement Bourassa ou comme simple citoyen, assure s'être toujours battu pour la réduction du fardeau fiscal. Il a déclaré hier trouver « curieuse » la plus récente déclaration de M. Landry à ce sujet. « Lui qui voudrait tellement concilier famille et travail, il pourrait peut-être lui-même se réconcilier avec les taxes. Il avait dit lui-même en 1999, en annonçant une réduction du fardeau fiscal, que c'était la seule façon de stimuler l'économie. Or, aujourd'hui, il dit exactement le contraire. »

Le fiscaliste se dit prêt à en débattre « maintenant, dans les 30 prochains jours, et tout le temps par la suite ». Les Québécois

sont trop taxés, a-t-il répété hier, et un bon gouvernement doit s'occuper de ce fardeau « avant de leur promettre toutes sortes d'affaires ». Il a de plus annoncé qu'il profiterait de ce débat, s'il était effectivement organisé, pour relancer le gouvernement Landry sur ce que les libéraux qualifient de « plus gros désastre financier dans l'histoire du Québec », la perte de 8,2 milliards qu'a enregistrée la Caisse de dépôt et placement du Québec en 2002.

« On va interroger en profondeur la Caisse de dépôt, et j'espère qu'on va en parler dans les prochains jours, les prochaines semaines. »

Débat des chefs

Par ailleurs, les discussions ont été entamées pour la tenue d'un tout autre débat, celui des chefs, a confirmé hier Jean Charest. « Il y aura un débat des chefs. Je n'ai pas les détails, on ne me garde pas informé de l'heure, de la date et de la formule, mais les discussions ont commencé. » Le chef libéral estime qu'il est important que ce débat ait lieu. « Pour moi, c'est l'occasion de parler directement à la population du Québec et notre vision de l'avenir du Québec et ce qu'on présente. Les débats, c'est souvent l'occasion de clarifier certains points, et moi, je l'aborde de cette façon-là. Ce sera un échange qui, je l'espère, sera direct et franc avec les autres chefs de parti. J'en ai fait beaucoup de débats dans ma carrière : c'est un élément parmi tant d'autres de la campagne. »

SALON
DU BATEAU

faites un arrêt au Centre ASSOCIATION MARITIME DU QUÉBEC et Découvrez le Nautisme

La navigation, une passion!

2003

plus de 400 embarcations!

20 au 24 mars 2003
Place Bonaventure

- Venez mettre vos compétences à l'épreuve en faisant l'essai d'un simulateur de voile
- Renseignez-vous sur les cartes de compétence de conducteurs d'embarcation
- Venez admirer et découvrir l'origine des bateaux de bois.

Prix d'entrée (taxes incluses)

Admission générale : **10.00\$**

Étudiants / âge d'or : **7.00\$**

Enfants accompagnés : **3.50\$** (6 à 12 ans)

Enfants 5 ans et moins : **Gratuit**

Heures :

Judi et Vendredi : **12h00 à 22h00**

Samedi : **10h00 à 22h00**

Dimanche : **10h00 à 18h00**

Lundi : **11h00 à 16h00**

3108006A
3108008

Élections 2003

Le vote en bloc des non-francophones conditionne l'échiquier québécois



GÉRALD LEBLANC

APRÈS AVOIR fondé le Parti québécois, René Lévesque s'est présenté, en 1970, dans Laurier, circonscription multiethnique du centre de Montréal où il avait facilement été élu comme libéral en 1960, 1962 et 1966. D fait dans son ancien fief en 1970 et 1973, le leader souverainiste a compris qu'il fallait se réfugier chez les francophones, dans la circonscription de Taillon, sur la Rive-Sud.

  l'inverse, Robert Bourassa, effectuant un spectaculaire retour en 1985, avait fait  lire un gouvernement libéral majoritaire, mais avait subi une défaite dans Bertrand, circonscription massivement francophone englobant la ville de Boucherville. Le leader fédéraliste a alors compris qu'il fallait se réfugier chez les non-francophones, en l'occurrence dans la circonscription multiethnique de Saint-Laurent, englobant la ville du même nom dans l' le de Montréal.

La morale de ces fuites de Lévesque et Bourassa, c'est qu'il est à peu près impossible, pour un péquistes, de se faire  lire dans une circonscription de la région de Montréal comportant un bloc important de non-francophones, tout comme il est très difficile pour un libéral de l'emporter dans une circonscription massivement francophone.

Ce vote des non-francophones s'est de nouveau fait sentir, de façon spectaculaire, au référendum de 1995, alors que les souverainistes ont subi la défaite, de justesse, malgré le vote des francophones en leur faveur, à 60 % selon l'opinion générale des experts.

On parle d'un « vote en bloc » lorsqu'une minorité (religieuse, ethnique, linguistique ou régionale) ne se comporte pas comme la majorité. Au Québec, alors que, chez les francophones, le PQ est plus fort chez les hommes et chez les électeurs nés après 1940, c'est l'inverse chez les libéraux ; dans la minorité non francophone, ces distinctions ne tiennent plus : hommes et femmes, jeunes et vieux votent massivement dans le même sens. Alors que la majorité francophone joue le jeu de l'alternance, tantôt péquistes et tantôt libérales, la minorité non francophone vote toujours massivement pour les libéraux, ou plutôt contre les péquistes.

Pierre Serré a fait sa thèse de doctorat à l'Université de Montréal, en 1997, sur les incidences de ce vote en bloc des non-francophones, qui représentent 18 % de la population du Québec et sont concentrés dans la région de Montréal, où ils forment environ 30 % des électeurs.

On vient de publier, chez VLB  diteur, l'essentiel de cette thèse, enrichie des résultats des élections



Photothèque, La Presse  

Le vote des non-francophones au référendum de 1995 a irrité Jacques Parizeau alors que les souverainistes ont subi la défaite de justesse.

de 1998, que le PQ a remportées avec moins de voix que le Parti libéral. Une autre manifestation du vote bloc des non-francophones.

Comme l'ont fait d'autres avant lui, notamment le sociologue Pierre Drouilly, le politologue Pierre Serré utilise les données linguistiques du recensement canadien, particulièrement celles des 775 secteurs de la région métropolitaine, qui contient près de la moitié de la population du Québec (3 330 000 individus en 1995).

Difficile d'accès et encore empreint de la thèse de doctorat, le livre de M. Serré contient néanmoins une série de données susceptibles d'éclairer les dessous de la joute électorale, dont on vit présentement un nouvel épisode.

Le paradoxe montréalais

On est d'abord surpris d'apprendre que les francophones les plus souverainistes du Québec ne se trouvent pas au Saguenay-Lac-Saint-Jean, mais bien dans l'agglomération montréalaise, où ils votent deux fois plus pour les péquistes que pour les libéraux — parfois, l'écart est même de 2,5 fois.

Si le PQ trouve ses plus fervents partisans   Montréal, il ne peut y faire  lire qu'une poignée de députés. De la trentaine de circonscriptions de l' le, on peut compter sur les doigts d'une main celles où le PQ peut l'emporter, les autres étant acquises au PLQ grâce au vote en bloc des non-francophones. Sauf de très rares exceptions, Pierre Serré fixe à 80 % le seuil d'électeurs francophones en d c  duquel le PQ n'a aucune chance de faire  lire un de ses candidats à Montréal, et à

90 % dans le reste du Québec, constat découlant des résultats des huit élections et des référendums tenus au Québec de 1970   1998.

C'est donc dire que le PQ, traditionnellement social-démocrate et de centre gauche, construit son programme en fonction du reste de la province, plus conservatrice que la métropole, là où il peut obtenir les sièges requis pour former un gouvernement majoritaire. C'est aussi dire que le PQ ne peut attirer de candidats non francophones prestigieux, à moins de les faire  lire dans des circonscriptions massivement francophones, ce qui trahirait le besoin de représenter leur propre communauté.

C'est l'inverse pour le PLQ, dont les circonscriptions sûres, celles où l'on case les candidats vedettes et les futurs ministres importants, se trouvent chez les non francophones. Pierre Serré fait aussi valoir que les députés élus dans des circonscriptions comportant un important bloc non-francophone sont assurés de leur réélection, montent plus rapidement dans la hiérarchie du parti et sont donc mieux placés pour accéder au Conseil des ministres.

Les non-francophones représentent plus de la moitié des électeurs libéraux dans la région de Mon-

tr al, autour de 60 % lors des deux dernières élections générales. Comme le soulignait récemment dans *La Presse* John Parisella, ancien chef de cabinet de Robert Bourassa, le PLQ risque ainsi de s'aliéner les électeurs francophones en donnant l'impression d'être le parti des non-francophones.

Cette dernière hypothèse est devenue plus crédible récemment alors que les sondages ont indiqué que la lutte pour le vote francophone ne se faisait plus entre le PQ et le PLQ, mais entre le PQ et l'ADQ.

Refaire le coup de 1976

Justement, l'ADQ de Mario Dumont pourrait brouiller les cartes, même dans l' le de Montréal, où l'on savait d'avance que le PQ remporterait seulement quatre ou cinq sièges, les autres allant au PLQ.

L'ADQ pourrait gruger dans la clientèle non francophone, d'habitude captive du PLQ, comme l'avait fait l'Union nationale de Rodrigue Biron, en 1976. Pr nant la liberté de choix de la langue d'enseignement et le rappel de la loi 22, l'Union nationale, qui avait reçu près de 20 % des voix dans l'ensemble du Québec et qui avait fait  lire une douzaine de députés, avait récolté assez de voix des non-francophones pour faire passer

quelques péquistes dans le nord de l' le, sans compter l'élection d'un de ses candidats, le dentiste William Shaw, dans la très anglophone circonscription de Pointe-Claire.

  une autre occasion, en 1989, le PLQ a d  affronter une révolte des non-francophones. Après avoir maintenu l'affichage unilingue français en recourant à la clause dérogatoire pour contourner le jugement de la Cour suprême, le PLQ avait en effet perdu quatre circonscriptions anglophones aux mains du Parti égalité, dirigé par Robert Libman, qui siège maintenant au comité exécutif de la Ville de Montréal. Le PLQ avait cependant maintenu son emprise sur les circonscriptions multiethniques du nord et de l'est de l' le.

Pierre Bourque pensait sans doute au coup unioniste de 1976 lorsqu'il s'est entouré d'une brochette de leaders des communautés culturelles, qu'il courtise assidûment depuis une dizaine d'années, pour l'annonce officielle de sa candidature pour le parti de Mario Dumont.

Si jamais, il y avait une lutte à trois —   quatre en certains endroits si la gauche de Paul Cliche fait aussi bonne figure que lors de la récente complémentaire dans Mercier —, les boules de cristal des experts voleront en éclats, telle-ment il sera difficile de prévoir ce qu'on croyait décidé d'avance. On pourra alors recourir au verdict de la firme Gallup, « *too close to call* » (trop serré pour avancer une prédiction), que l'on a entendu lors des dernières élections présidentielles aux  tats-Unis.

Cette analyse désamorce les attaques qui tentent d'interdire l'analyse du vote québécois au nom de la rectitude ethnique ou linguistique, comme on le fait pour le vote noir ou latino aux  tats-Unis, d'opposition aux libéraux trudeauistes en Alberta, de la banlieue (le 905) contre Toronto (le 416) pour les révolutionnaires du bon sens de Mike Harris, des jeunes et des hommes plus favorables au PQ ou des femmes et des vieux plus favorables au PLQ.

Il ne s'agit pas de reprocher aux gens de voter selon leurs intérêts — les partis politiques en sont bien conscients lorsqu'ils bâtissent leur programme électoral —, mais de comprendre l'échiquier sur lequel se déroule les joutes électorales.

Le vote en bloc des non-francophones constitue effectivement un facteur majeur dans le processus électoral du Québec.

DEUX POIDS, DEUX MESURES — L'IMPACT DU VOTE DES NON-FRANCOPHONES AU QUÉBEC. Pierre Serré, VLB  diteur, Montréal, quatrième trimestre 2002, 262 pages.

Si le PQ trouve ses plus fervents partisans   Montréal, il ne peut y faire  lire qu'une poignée de députés.



MARIE-FRANCE

BAZZO

Le magazine société et culture

9h en semaine
Réalisation : Danielle LeBlanc

www.radio-canada.ca/indicatifpresent

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

QUOI FAIRE DANS LES MAISONS DE LA CULTURE

AVRIL



Liu Fang à Radio-concert au bout du monde

Voir Ahuntsic-Cartierville



Soraya Benitez chante un hommage à la vie

Voir Côte-des-Neiges et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension



Carte blanche au saxophoniste Jean-Pierre Zanella

Voir Frontenac

AHUNTSIC-CARTIERVILLE 514-872-8749

>>> **Vendredi 4, 20h.** 2025 — *L'Année du serpent*. Théâtre. Écrit et mis en scène par Philippe Ducros. Une coproduction du Théâtre du Grand Jour et du réseau des maisons de la culture de la Ville de Montréal. Laissez-passer : dès le mardi 18 mars, 18h.

>>> **Samedi 5, 20h.** Radio-concert au bout du monde. Trio Liu Fang. *The Silk and Steel project*. Pour cette première montréalaise, ce trio présente des oeuvres originales où se rencontrent l'Orient et l'Occident, l'ancien et le contemporain. Laissez-passer : dès le samedi 22 mars, 13h.

>>> **Dimanche 6, 15h.** Radio-Concert à la Visitation. *Passion de Pâques* avec Agnès Grossmann. Au programme : choeurs a cappella de Peter Cornelius et le *Stabat Mater* de Joseph Haydn. Église de la Visitation. Laissez-passer : dès le samedi 22 mars, 13h

>>> **Mercredi 9, 19h30.** L'ONF à la maison. *Claude Jutra, portrait sur film*. Projection suivie d'une discussion avec la réalisatrice Paule Baillargeon. Laissez-passer : dès le mardi 25 mars, 18h.

>>> **Jeudi 10, vendredi 11, samedi 12, 20h.** Concours Cégeps rock, 16^e édition. Avec entre autres, Plasticine, groupe belge gagnant de Verdur Rock 2002 et Alkazar, groupe gagnant de Cégeps rock 2002. Musique de la relève. Laissez-passer : dès le mardi 25 mars, 18h.

>>> **Mardi 15, 14h.** Récital Émile Nelligan. Accompagné au piano par Dana Nigrim, le comédien Albert Milaire récite des poèmes d'Émile Nelligan. Laissez-passer : dès le mardi 1^{er} avril, 13h.

>>> **Mercredi 16, 20h.** *Les veillées de la pleine lune*. Contes avec Mike Birns. Maison du pressoir du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. Laissez-passer : dès le mardi 1^{er} avril, 18h.

>>> **Jeudi 24, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Laissez-passer : dès le mardi 8 avril, 18h. Voir Frontenac

CÔTE-DES-NEIGES 514-872-6889

>>> **Jeudi 3, 20h.** Soraya Benitez, *VIVE*. Auteure-compositrice-interprète d'origine vénézuélienne, Soraya Benitez chante son hommage à la vie. Laissez-passer : dès le 20 mars.

>>> **Dimanche 6, 15 h.** L'ONF à la maison. *Mémoire de la terre*. Réalisation : Frédéric Back. Laissez-passer : dès le 23 mars.

>>> **Mercredi 9, 20h.** Hassan El Hadi : *Salam Québec*. Jazz progressif aux accents andalous et arabo-berbères. Laissez-passer : dès le 26 mars.

>>> **Dimanche 13, 15h.** *Pas de deux*. Concert jeune public. Avec Isabelle Fortier, et Philip Hornsey. Jeunesses Musicales du Canada. Laissez-passer : dès le 30 mars.

>>> **Mercredi 16, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Laissez-passer : dès le 2 avril. Voir Frontenac.

>>> **Mardi 22, 20h.** *Au printemps... Découvrez-les !* Laissez-passer : dès le 8 avril. Voir Rivière-des-Prairies.

>>> **Mercredi 23, 19h30.** L'ONF à la maison. *Hubert Reeves, conteurs d'étoiles*. Film suivi d'une discussion avec la réalisatrice Iolande Cardin-Rossignol. Laissez-passer : dès le 9 avril.

>>> **Jeudi 24, 20h.** Duo violoncelle et piano. Les Romantiques. En collaboration avec le Conseil des arts de Montréal (CAM). Laissez-passer : dès le 10 avril.

>>> **Samedi 26, 20h.** Les Ours. *Chansons considérées*. Laissez-passer : dès le 12 avril.

>>> **Mercredi 30, 20h.** *Rouge — 5 Voix / 5 Visages*. Trois oeuvres de la chorégraphe Jane Mappin. Avec ses interprètes Jane Mappin, Sophie Janssens et Irène Galesso. Laissez-passer : dès le 16 avril.

FRONTENAC 514-872-7882

>>> **Mardi 1^{er} 19 h 30.** Les mardis Fugère : Michel-Marc Bouchard. Confidences littéraires. Théâtre musical pour l'Union des écrivaines et des écrivains québécois. Entrée libre.

>>> **Vendredi 4, samedi 5, 20h.** *Explosion Underground*. Musique alternative. Avec Rockers de valses, Alligator Trio, Jérémie Mourand, Wabo, La cage de bruits et Docteur Placebo. Laissez-passer : dès le 21 mars.

>>> **Vendredi 11, 20h.** Série *Mémoires vives*. Zlatne Uste. Musique traditionnelle des Balkans. Laissez-passer : dès le 28 mars.

>>> **Samedi 12, 14h.** *Bouba ou les tableaux d'une expédition*. Théâtre musical pour les 5 à 10 ans. En collaboration avec le CAM. Laissez-passer : dès le 29 mars.

>>> **Mardi 15, 20h.** *Les Printemps de la danse*. 7^e édition. Événement annuel qui vise à promouvoir le travail de jeunes chorégraphes. Au programme : des oeuvres de Victor Quijada, Henda Essadigi et Karine Denault. En collaboration avec Tangente. Spectacle suivi d'une discussion avec les chorégraphes. Laissez-passer : dès le 1^{er} avril.

>>> **Mercredi 16, 19h30.** *Le Marais*. Film du réalisateur et comédien Kim Nguyen. Projection suivie d'une discussion avec un invité. Laissez-passer : dès le 2 avril.

>>> **Mardi 22, mercredi 23, jeudi 24, ven-**

dredi 25, samedi 26, 20h. Carte blanche à Jean-Pierre Zanella. Différents musiciens accompagnent ce saxophoniste émérite pour ces cinq soirées. Avec Jan Jarczyk, Daniel Thouin, Bertil Schulrabe, Jean-Christophe Beney, Alain Caron, Dave Lang, Michel Donato, Paul Brochu, James Gelfand, Alain Labrosse, et Benoît Charest. Série *Silence on jazz à Frontenac*. Laissez-passer : dès le 8 avril.

>>> **Mardi 29, 20h.** *Rouge — 5 Voix / 5 Visages*. Danse. Voir Côte-des-Neiges. Laissez-passer : dès le 15 avril.

MAISONNEUVE 514-872-2200

>>> **Mercredi 2, 20h.** 2025 — *L'Année du serpent*. Théâtre. Voir Ahuntsic-Cartierville. Auditorium du collège Maisonneuve. Laissez-passer : dès le 24 mars.

>>> **Vendredi 11, 13h.** *Les Matins qui chantent*. Avec le baryton Clermont Tremblay. Centre culturel et sportif de l'Est. Laissez-passer : dès le 1^{er} avril.

>>> **Vendredi 11, 20h.** *Au printemps... Découvrez-les !* Chanson. Voir à la section Rivière-des-Prairies. Lieu : au vivoir du collège Maisonneuve. Laissez-passer : dès le premier avril.

>>> **Mardi 8, 20h.** 2025 — *L'Année du serpent*. Théâtre. Voir Ahuntsic-Cartierville. Laissez-passer : dès le 1^{er} avril.

>>> **Jeudi 10, 20h.** Rob Lutes. Quatuor de blues. Laissez-passer : dès le 3 avril.

>>> **Mercredi 16, 20h.** Pierre Lapointe. Laissez-passer : dès le 9 avril.

>>> **Mercredi 23, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Voir Frontenac. Laissez-passer : dès le 16 avril.

>>> **Mardi 29, 20h.** Slonovski Bal Musique ou le bal des éléphants en serbe. Musique slave et orientale. Laissez-passer : dès le 22 avril.

PLATEAU-MONT-ROYAL 514-872-2266

>>> **Mardi 1^{er}, 20h.** *La Sein phonie des mots*. Contes avec Pauline Lapointe et Robert Toupin. Laissez-passer : dès le 25 mars à 17h.

>>> **Mercredi 2 et jeudi 3, 20h.** *3 Centauromachia 4*. Danse contemporaine. OEuvre chorégraphique d'Emmanuel Jouthé. Laissez-passer : dès le 26 mars à 17h.

>>> **Vendredi 4 et samedi 5, 20h.** *Forme 5*. Ce spectacle de poésie compte sur une mise en

Nouvelle-Orléans. Laissez-passer : dès le 29 mars, 13 h.

>>> **Dimanche 13, 14h.** Annabelle Canto. Musique pour les 6 à 12 ans. Laissez-passer : dès le 30 mars, 13 h.

>>> **Jeudi 24, 20h.** *Il faut prendre le taureau par les contes !* Conte avec Fred Pellerin. Café de la maison de la culture Pointe-aux-Trembles. Laissez-passer : dès le 12 avril 13 h.

>>> **Vendredi 25, 20h.** Big Mark & The Blues Express. Laissez-passer : dès le 12 avril 13 h.

RIVIÈRES-DES-PRAIRIES 514-872-9814

>>> **Vendredi 4, 19h30.** L'ONF à la maison. *Des hommes de passage*. En présence du réalisateur Bruno Boulianne. Salle Rond Point, cégep Marie-Victorin. Laissez-passer : dès le 18 mars.

>>> **Dimanche 6, 19h30.** *Les Printemps de la danse*. Salle Désilets, cégep Marie-Victorin. Voir Frontenac. Laissez-passer : dès le 18 mars.

>>> **Vendredi 11, 20h.** *Hommage à Benny Goodman*. Avec Matthieu Bélanger, Jean Vanasse et Normand Guilbeault. Salle Rond-Point, cégep Marie-Victorin. Laissez-passer : dès le 25 mars.

>>> **Dimanche 13, 11h.** *Patapoum et Célestine*. Théâtre de marionnettes, pour les 4 à 8 ans. École Simone-Desjardins, pavillon Gouin. Laissez-passer : dès le 25 mars.

>>> **Jeudi 24, 20h.** *Au printemps... Découvrez-les !* Trois auteurs-compositeurs-interprètes : Pépé, Louis-Étienne et Vincent Vallières livrent des prestations qui fusionnent plusieurs genres ; du folk-rock au celtique en passant par le reggae. Coup de coeur Franco-phone. Salle Désilets du cégep Marie-Victorin. Laissez-passer : dès le 8 avril.

>>> **Dimanche 27, 15h.** Quatuor Bozzini. Quatre siècles de quatuor à cordes. En collaboration avec le CAM. Église Saint-Joseph. Laissez-passer : dès le 8 avril.

ROSEMONT-PETITE-PATRIE 514-872-1730

>>> **Jeudi 3, 20 h.** Piazzola et ses contemporains. Jean-Eudes. Laissez-passer : dès le 20 mars. Voir Marie-Uguay.

>>> **Vendredi 4, 19h30, samedi 5, 9h et dimanche 6, 13h30.** Festival choral de Montréal 2003. Jean-Eudes. Entrée libre.

>>> **Mercredi 9, 20h.** *Rejaillir*. Comédie musicale. Mise en scène de Mathieu Gaudreault. Jean-Eudes. Laissez-passer : dès le 26 mars.

>>> **Samedi 12, 20h, dimanche 13, 14h30.** Le jeune ballet du Québec. Danse contemporaine. Jean-Eudes. Laissez-passer : dès le 29 mars.

>>> **Jeudi 17, 20h.** I Musici. Au programme des oeuvres de Haydn, Dvorak, Mozart et Lekeu. Jean-Eudes. Laissez-passer : dès le 3 avril.

>>> **Mardi 22, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Jean-Eudes. Voir Frontenac. Laissez-passer : dès le 8 avril.

VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION 514-872-6131

>>> **Du 2 au 12 avril :** *Festival Vue sur la relève*. Manifestation annuelle présentant des créations en danse, en chanson, en théâtre et en musique de jeunes artistes.

>>> **Dimanche 6, 14h.** *Cocktail comique*. Spectacle des clowns Choodiki. Salle de diffusion Parc Extension. Laissez-passer : dès le 23 mars.

>>> **Samedi 12, 20h.** Soraya Benitez, *VIVE*. Salle de diffusion Parc Extension. Voir Côte-des-Neiges. Laissez-passer : dès le 29 mars.

>>> **Dimanche 13, 14h.** Ragleela. Musique Indienne. Salle de diffusion Parc Extension. Laissez-passer : dès le 30 mars.

>>> **Jeudi 17, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Auditorium le Prévost. Laissez-passer : dès le 3 avril. Voir Frontenac.

>>> **Jeudi 24, 13h30.** *La lune est inquiète du temps*. Théâtre. En collaboration avec Dri Art productions. Auditorium le Prévost. Laissez-passer : dès le 10 avril.

>>> **Jeudi 24, 20h.** Michel Comeau. Standards de jazz. *Journées culturelles un temps pour l'art*. Auditorium le Prévost. Laissez-passer : dès le 10 avril.

>>> **Vendredi 25, 13h30.** Hommage à Lionel Daunais. Avec le baryton Clermont Tremblay. Les productions Rigoletto. Auditorium le Prévost. Laissez-passer : dès le 10 avril.

>>> **Samedi 26, 20h.** Bansuri. Musique indienne avec Catherine Potter, Amrita Choudhury et Ravi Naipally. Salle de diffusion Parc Extension. Laissez-passer : dès le 12 avril.

CHAPELLE HISTORIQUE DU BON-PASTEUR 514-872-5338

>>> **La programmation** est disponible à la chapelle même.

Ce calendrier a été préparé en collaboration avec le Service du développement culturel de la Ville de Montréal. La programmation est également disponible sur le site Internet : www.ville.montreal.qc.ca/maisons. La programmation de mai paraîtra dans La Presse le mardi 22 avril.



Quatre siècles de cordes

Un voyage à travers quatre siècles de musique, voilà ce que nous présente le quatuor à cordes Bozzini, formé de Clemens Merkel, Nadia Francavilla, Stéphanie Bozzini et Isabelle Bozzini. Au programme : Haydn, Beethoven, Webern et Oesterle. Le groupe a reçu en 2001 un Prix Opus par le Conseil québécois de la musique. Voir Pointe-aux-Trembles et Rivière-des-Prairies.

MARIE-UGUAY 514-872-2044

>>> **Mercredi 9, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Voir Marie-Uguay. Laissez-passer : dès le 26 mars.

>>> **Vendredi 11, 20h.** *L'Oratorio de Marie-Madeleine*. Opéra sacré interprété par l'Ensemble de la Nouvelle-France. Église Saint-Irénée. Laissez-passer : dès le 28 mars.

>>> **Mercredi 16, 20h.** *Plaisirs d'amour* de Marie-Denise Pelletier. Laissez-passer : dès le 2 avril.

>>> **Mercredi 23, 20h.** Isabelle Lehoux. Au programme : des airs d'opéras aux sonorités marocaines, du blues et du jazz. Laissez-passer : dès le 9 avril.

>>> **Samedi 26, 14h.** *Ti-Jean au royaume des Fla-Fla*. Théâtre de marionnettes pour les 4 à 10 ans. Avec le marionnettiste Louis-Philippe Paulhus. Laissez-passer : dès le 12 avril.

>>> **Mardi 29, 20h.** Piazzola et ses contemporains. L'Ensemble Romulo Larrea et la chanteuse Véronica Larc. Théâtre Corona. Laissez-passer : dès le 15 avril.

MERCIER 514-872-8755

>>> **Mercredi 2, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Voir Frontenac. Laissez-passer : dès le 22 mars.

>>> **Vendredi 4, 20h.** *La Reine de beauté*. Théâtre. Voir Frontenac. Laissez-passer : dès le 22 mars.

>>> **Samedi 5, 20h.** Piazzola et ses contemporains. Voir Marie-Uguay. Laissez-passer : dès le 22 mars.

>>> **Mercredi 9, 19h30.** L'ONF à la maison : *Les justes*. Dans les palais de justice du Québec, de curieux visiteurs scrutent la vie privée de leurs semblables en suivant, avec avidité, l'évolution des procès criminels. En présence de la réalisatrice Karina Goma. Laissez-passer : dès le 22 mars.

NOTRE-DAME-DE-GRÂCE 514-872-2157

>>> **Mercredi 2, 20h.** *Sitarissimo*. Musique indienne. Laissez-passer : dès le 27 mars.

scène cinématographique et sur la présence de textures sonores exécutées en direct. Une production des Diffusions Encore Cadre. Laissez-passer : dès le 28 mars à 13h.

>>> **Dimanche 6, 14h.** *Silence, elles content !* Festival de conte De Bouche à Oreille. Laissez-passer : dès le 30 mars à 13h.

>>> **Dimanche 6, 16h.** *Spirituart*. Coeur du Studio de Musique Ancienne. Au programme : oeuvres de Tomàs Luis de Victoria. Église Saint-Jean-Baptiste. Entrée libre.

>>> **Jeudi 10, 20h.** *Les Printemps de la danse*. Voir Frontenac. Laissez-passer : dès le 3 avril à 17h.

>>> **Samedi 12, 14h.** *Ti-Jean au royaume des Fla-flas*. Voir Marie-Uguay. Laissez-passer : dès le 5 avril à 13h.

>>> **Dimanche 13, 16h.** *Spirituart*. Quatuor vocal accompagné de l'organiste Jacques Boucher. Église Saint-Jean-Baptiste. Entrée libre.

>>> **Jeudi 17, 20h.** *Rouge — 5 Voix, 5 Visages*. Voir Côte-des-Neiges. Laissez-passer : dès le 10 avril à 17 h.

>>> **Mercredi 23, 20h.** Gods of taste. Quintette de jazz. Laissez-passer : dès le 16 avril à 17h.

>>> **Vendredi 25, 20h.** *Les pièces perdues*. L'ensemble Ulysse, dirigé par Antoine Butros. Laissez-passer : dès le 17 avril à 13h.

>>> **Samedi 26, 14h.** *Bouba ou Les tableaux d'une expédition*. Théâtre musical pour les 5 à 10 ans. Laissez-passer : dès le 17 avril à 13h.

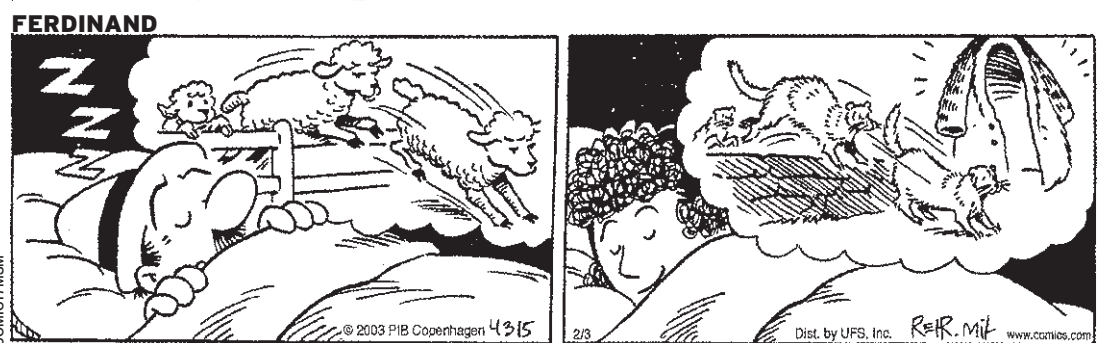
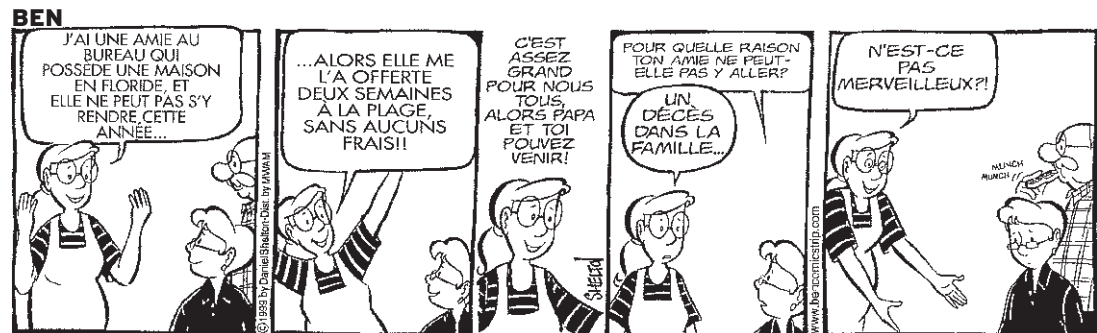
>>> **Mercredi 30, 20h.** Tapsusa. Avec Francis Covan, multi-instrumentiste, Sandy Silva et Jean Sabourin. Laissez-passer : dès le 23 avril à 17h.

POINTE-AUX-TREMBLES 514-872-2240

>>> **Jeudi 3, 20h.** Richard Pelland. Rock. Café de la maison de la culture Pointe-aux-Trembles. Laissez-passer : dès le 22 mars 13h.

>>> **Dimanche 6, 14h.** Quatuor Bozzini. Quatre siècles de quatuor à cordes. En collaboration avec le CAM. Laissez-passer : dès le 22 mars 13h.

>>> **Samedi 12, 20h.** Le Dixieband. Jazz de la



MOT MYSTÈRE

ECONOMIE - Un mot de 10 lettres

R	V	I	R	E	I	T	E	M	P	S	E	M	Y	L
E	E	C	M	E	L	T	A	X	E	N	E	O	E	U
L	N	N	Y	H	S	E	T	H	I	D	B	G	N	R
U	T	L	G	C	A	U	T	A	C	T	N	E	E	B
O	E	O	I	R	L	V	L	O	O	A	V	E	S	A
C	B	I	P	A	A	E	A	P	H	E	G	N	T	I
E	D	N	O	M	R	P	A	C	R	A	R	I	L	N
F	N	O	I	T	I	D	E	O	I	U	O	S	E	C
E	I	U	L	O	E	D	U	M	E	S	S	U	A	H
R	I	V	P	U	E	S	I	M	E	T	A	L	G	I
L	A	R	U	R	N	T	I	E	P	D	R	B	E	M
O	V	I	E	I	O	I	O	R	E	I	U	O	N	I
U	I	E	C	S	I	F	T	C	C	P	N	T	C	E
E	O	R	O	M	P	U	I	E	H	Z	A	G	E	E
R	N	E	V	E	R	G	R	T	E	M	P	I	R	E

ACHAT	EPARGNER	MARCHE	RURAL
AGENCE	ETUDE	METAL	SALARIE
AVION	FER	METIER	SERIE
CEDER	FISC	MONDE	SICAV
CHIMIE	GAZ	NESTLE	SURPLUS
COMMERCE	GEL	OCDE	TAXE
COTE	GREVE	OPA	TCA
CRISE	GROS	OUVRIER	TEMPS
CYCLE	HAUSSE	PECHE	TOURISME
DUMPING	HOTEL	PNB	TROC
EAU	IMPOT	PROFIT	UNITE
ECHANGE	ITT	PUB	URBAIN
ECOULER	LAINE	RAIL	USINE
EDITION	LOI	REVENU	VENTE
EMPIRE	LOUER	ROMPU	YEN

Solution du dernier problème : PLUVIER

17/03/2003 11260

LA PHRASE SECRÈTE

Thème: Citation de Blaise Pascal
Placez les lettres de chaque colonne dans la case appropriée de manière à former une phrase complète. Les mots sont séparés par une case noire.

E	R	A	V	I	L	D	A	N	P	O
T	N	C	V	O	N	L	E	L	A	M
I	C	A	I	I	N	L	O	L	S	R
N	R	C	L	E	L	L	O	L	E	S

17-03-2003
Solution du dernier numéro: Le coeur a ses prisons que l'intelligence n'ouvre pas.

SOINS INTENSIFS de Christine Brouillet

- 55 -

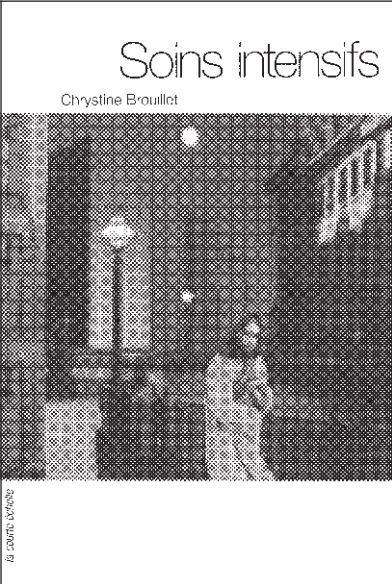
Elle les observa quelques secondes, puis se pencha vers Kevin, le secoua légèrement. Il gémit dans son sommeil sans s'éveiller. Denise sourit; on pouvait toujours compter sur l'Ativan. Elle tira Kevin du lit, lui enfila son chandail en coton ouaté rouge, son pantalon vert, ses chaussettes imprimées aux motifs de Noël, alla chercher son habit de neige, l'en revêtit avant de mettre son propre manteau. Elle vérifia deux fois si toutes les portes de la maison étaient bien verrouillées, si les ronds de la cuisinière étaient éteints et souleva Kevin dans ses bras pour l'emmener à la voiture. Elle dut s'y reprendre à plusieurs reprises pour la faire démarrer. Kevin s'était endormi, et c'est somnolent, le teint blême, qu'il fut examiné à l'urgence du CHUL. Une infirmière reconnut le petit garçon et s'empressa auprès de lui. Denise apprécia cette marque d'intérêt et espéra que le médecin qui examinerait Kevin saurait être aussi attentif. Elle lui mentit en racontant que son fils avait eu des convulsions, mais elle voulait qu'on la prenne vraiment au sérieux. Et après tout, la somnolence de Kevin, elle, était réelle.

- Je ne voulais pas me précipiter inutilement, mais Kevin ne parvient pas à se réveiller. Il est vaseux, n'a pas d'appétit.

Le nouveau médecin écoutait Denise Poissant tout en se demandant pourquoi l'enfant ne faisait pas de fièvre. Elle accompagnait très souvent la somnolence. Qu'est-ce qui causait cette indolence chez Kevin? L'infirmière qui avait repéré l'enfant l'avait informé de sa récente hospitalisation; elle avait accompagné elle-même le patient à l'aile de pédiatrie.

Le médecin était intrigué. Il fallait faire des analyses sanguines et garder le gamin en observation. On l'accueillerait de nouveau en pédiatrie.

Nicole, qui avait confirmé la disponibilité d'un lit, étouffa un cri de surprise en entendant le nom du jeune patient.



Kevin Poissant était de retour. Et le Dr Mathieu qui était en congé! En vacances chez sa soeur en Floride.

Il lui avait dit de tout faire pour rassurer Denise Poissant, qui ne devait pas quitter l'hôpital sans qu'on ait trouvé d'explication à son comportement étrange. Avant son départ, il s'était entretenu avec Marie-France Pagé qui était en liaison avec une assistante sociale de la DPJ; si Denise Poissant tentait de quitter l'hôpital sans qu'on l'y autorise, on la contraindrait par la loi à confier son enfant au personnel hospitalier pour vingt-quatre ou même quarante-huit heures. Le temps d'étoffer le dossier, copieux en suspensions, mais chiche en preuves tangibles. Nicole se remémorait les consignes du Dr Mathieu: rassurer Denise Poissant et récapituler avec elle, en demandant des précisions, en exigeant plus de détails, l'historique des maux de Kevin. Il ne fallait pas la contredire, mais abonder plutôt dans son sens afin qu'elle livre davantage d'informations. L'hypothèse du Dr Mathieu serait-elle confirmée?

Le pédiatre avait évoqué la possibilité d'une manifestation du syn-

drome de Münchhausen par procuration. Il avait conseillé la lecture d'une thèse à Nicole et conclu à la nécessité d'obtenir des preuves pour étayer sa théorie. Il fallait que Denise Poissant revienne au CHUL et y reste!

- Flattez-la si nécessaire, avait-il ajouté, et tâchez de la surveiller sans qu'elle s'en aperçoive.

«Plus facile à dire qu'à faire», songea Nicole Rouaix en tirant les rideaux de la chambre où elle venait d'installer Kevin. Elle ne pouvait tout de même pas s'asseoir sur le lit voisin et guetter les moindres gestes de Denise Poissant.

La somnolence de Kevin confirmait ce qu'avait annoncé le Dr Mathieu. Il avait parié que l'enfant se présenterait avec un problème nouveau. Il ne s'agirait ni d'allergies, ni de maux de coeur, ni de crampes abdominales.

- Kevin est dans cet état depuis longtemps? questionna Nicole.

- Je l'ai trouvé apathique à son réveil, mais il est fatigué ces jours-ci. Il a eu un petit rhume, alors j'ai cru que c'était ça. Comme il ne se réveillait toujours pas, ça m'a inquiétée.

- Il n'a pas de fièvre pourtant...

Nicole s'interrompit, s'empressa de tirer un drap pour camoufler son embarras: le Dr Mathieu avait expressément recommandé de ne pas contrarier Denise Poissant.

- Vous dites qu'il devrait faire de la fièvre?

À SUIVRE

la courte échelle

Les éditions de la courte échelle inc.
5243, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2T 1S4

© 2000 Les éditions de la courte échelle inc.

MOTS CROISÉS

www.hannequart.com

1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														

17 mars 2003 06744

HORIZONTALEMENT

- Qui arrive par un heureux hasard.
- Vendre quelque chose dont on veut se débarrasser - Séraphin.
- C'est un génie - On peut y pêcher - Mélusine.
- Un sens - Parle beaucoup et à propos de rien.
- Estuaire breton - Emplacement.
- Indésirable - Carapace des crustacés.
- On y a pied - Exprimée.
- Creuser lentement à la base - Complet.
- Marque la similitude - Avoir le culot de - Chiffres romains.
- Du verbe aller - Plantes dicotylédones dont les fleurs sont dépourvues de corolle.
- Anciens chefs - Règne pendant la minorité du souverain.
- Ville du Japon - Aperçue.

VERTICALEMENT

- Organiser à l'avance - Région sud de la France.
- Parcours de nouveau - Personnages singuliers.
- Donné en cadeau - On dit qu'une seule vaut mille mots.
- Condition humaine - Prénom féminin.
- Pronom personnel - Onguent analgésique et cicatrisant - Résine fétide.
- Adverbe de lieu - Liquide sucré.
- Arbres - Offre.
- Cent deux - Enlever le haut.
- Marque la possession - Terme de tennis - Nous fait courir vers un abri.
- Qui a de l'autorité - Monnaie bulgare.
- Père de Thésée - Nul et non ...
- Stratège américain - Il conçoit des formes nouvelles.

SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

1	I	R	A	S	C	I	B	I	L	I	T	E
2	N	I	L	E	N	U	M	E	R	E	R	
3	D	E	L	I	T	S						
4	I	N	O	X	I	S	O	S	A	E		
5	S	S	I	O	N	L	I	E	R			
6	S	C	A	P	U	C	I	N	D	E		
7	O	B	I	A	E	R	E	S	V			
8	L	E	T	A	L	O	G	A	G	E		
9	U	N	E	E	S	C	L	A	V	E		
10	B	O	R	A	P	O	U	L	A	I	N	
11	L	I	N	G	U	E	S	E	N	N	E	
12	E	T	E	I	N	T	E	S	E	T	E	

06743
SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

HYUNDAI

L'ÉVÉNEMENT

AUTANT POUR SI PEU

DE HYUNDAI

AUCUN PAIEMENT POUR UN AN

Avec financement à l'achat.†

OU

0% FINANCEMENT À L'ACHAT AUCUN PAIEMENT POUR 120 JOURS

Sur modèles sélectionnés.††

OU MENSUALITÉS IMBATTABLES

ACCENT GS 2003 REDESSINÉE
La sous-compacte la plus vendue au Québec deux années consécutives.*

PDSF DE 12 395 \$**



LOUEZ À PARTIR DE

0\$ 0\$ 159\$*

DE COMPTANT DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/60 MOIS

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

- Moteur multisoapes de 1,5 litre • Tachymètre • Transmission manuelle à 5 rapports • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Glaces teintées avec bande pare-soleil • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Porte-verre double • Et beaucoup plus.

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE GSI 3 PORTES.

ELANTRA GL 2003 BERLINE

PDSF DE 15 295 \$**



LOUEZ À PARTIR DE

0\$ 179\$*

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/60 MOIS

COMPTANT DE 995 \$ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

- Moteur 2,0 litres à DACT • Deux coussins gonflables • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Porte-verre double • Volant inclinable • Et beaucoup plus

SANTA FE 2003

PDSF DE 21 050 \$**



LOUEZ À PARTIR DE

0\$ 199\$*

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/48 MOIS

COMPTANT DE 2995 \$

- Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Transmission manuelle à 5 rapports • Traction avant • Freins à disque aux 4 roues • Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich® • Radio AM/FM/CD • Glaces et verrouillage électriques • Et beaucoup plus

SONATA GL 2003

PDSF DE 21 595 \$**



LOUEZ À PARTIR DE

0\$ 239\$*

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/48 MOIS

COMPTANT DE 1995 \$

- Moteur 2,4 litres à DACT • Groupe électrique • Climatiseur • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse • Rétroviseurs extérieurs dégivrants • Transmission automatique séquentielle SHIFTRONIC™ • Et beaucoup plus

TIBURON 2003

PDSF DE 19 995 \$**



LOUEZ À PARTIR DE

0\$ 249\$*

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/48 MOIS

COMPTANT DE 1995 \$ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

- Moteur 2,0 litres à DACT • Transmission manuelle à 5 rapports • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Phares antibrouillards • Roues en alliage d'aluminium de 16 po • Pneus radiaux Michelin® de performance P205/55R-16 • Et beaucoup plus

XG350 2003

PDSF DE 32 295 \$**



LOUEZ À PARTIR DE

0\$ 365\$*

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/48 MOIS

COMPTANT DE 3995 \$

- Freins antiblocage ABS et antipatinage • Coussins gonflables frontaux et latéraux • Sellerie en cuir • Toit ouvrant électrique • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Contrôle automatique de la température • Régulateur de vitesse • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques • Et beaucoup plus

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :

Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



*Programme de location des Services financiers Hyundai pour une Accent GS 3 portes 2003 neuve, PDSF à partir de 12 395 \$; une Elantra GL 2003 neuve, PDSF à partir de 15 295 \$; une Sonata GL 2003 neuve, PDSF à partir de 21 595 \$; une Tiburon 2003 neuve, PDSF à partir de 19 995 \$; un Santa Fe GL 4 cyl. 2003 neuf à traction avant, PDSF à partir de 21 050 \$; une XG350 2003 neuve, PDSF de 32 295 \$. Taux d'intérêt annuel de 2,38 %/2,16 %/2,88 %/4,74 %/1,26 %/3,15 %, mensualités de 159 \$/179 \$/239 \$/249 \$/199 \$/365 \$ pour 60/60/48/48/48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 9540 \$/11 735 \$/13 467 \$/13 947 \$/12 547/21 515 \$. Option d'achat de 4474 \$/5223 \$/9820 \$/9265 \$/9187 \$/13 397 \$. Comptant de 0 \$/995 \$/1995 \$/2995 \$/3995 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour tous les modèles. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon, en sus pour les Sonata, Santa Fe et XG350. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF d'une Accent GS 3 portes 2003 à partir de 12 395 \$; d'une Elantra GL 2003 à partir de 15 295 \$; d'une Sonata GL 2003 à partir de 21 595 \$; d'une Tiburon 2003 à partir de 19 995 \$; d'un Santa Fe GL 4 cyl. 2003 à traction avant à partir de 21 050 \$; d'une XG350 2003 de 32 295 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Report de paiement de un an (365 jours) disponible pour tous les véhicules 2002 ou 2003 neufs et non utilisés. Aucuns frais d'intérêt pour les 335 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 335 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat à un taux annuel de financement de 6,53 %. Le premier paiement est exigible à partir du 366^e jour après la prise de possession du véhicule. La durée maximale du contrat est de 48 mois, excluant la période de report de 12 mois. Un comptant ou un véhicule offert en échange pourrait être requis. ††Aucun paiement pour 120 jours pour le financement à l'achat de tous modèles 2002 ou 2003 neufs et non utilisés. Aucuns frais d'intérêt pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 90 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat. Taux annuel de financement à l'achat de 0 % pour tous les modèles Accent, XG350 et certains modèles Tiburon et Santa Fe 2003 sélectionnés jusqu'à 36 mois; jusqu'à 48 mois pour tous les modèles Elantra et certains modèles Sonata 2003 sélectionnés. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/0 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$/208,33 \$ pour 36/48 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails. ♦ Source : A.F.I.A.C., ventes de 2001 et 2002.

3124786A

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600 "B" boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Cloginor
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
La Prairie Hyundai
1055, boul. Taschereau
La Prairie (450) 659-2500

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
450, Chemin Larocque
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Antoine (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Mascouche (450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Hyundai Ste-Agathe
1701, Route 117
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 321-3777
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier (819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny (450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, boul. Fiset
Sorel-Tracy (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal (514) 329-7777
Valois Hyundai
125 boul. Lemire Ouest
Drummondville (819) 478-8148

Hyundai Victoriaville
433, boul. Bois-Francis, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Royyn (819) 762-1741
Maryvo Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886